
Vœux de Philippe Audic Président du Conseil de développement Lundi 22 janvier 2018

Mesdames, messieurs, chers amis,

J'ai grand plaisir à vous retrouver pour vous souhaiter une bonne année. Chaque fois, je rappelle la banalité de la formule "bonne année" et chaque fois aussi je rappelle que c'est un souhait sincère que je vous adresse.

Les vœux, c'est l'occasion de remercier chacun de vous pour la part qu'il prend aux travaux du Conseil de développement. Je le répète chaque année mais ce n'est pas une simple formule de politesse. Votre participation bénévole est essentielle à la qualité de la vie démocratique.

Les vœux sont aussi l'occasion de se rassembler. Nous avons besoin de ces moments de rassemblements dans la vie publique. C'est un motif pour se retrouver et se dire que c'est ensemble, dans la diversité de nos sensibilités, que nous construisons notre force collective. C'est un rituel, certes... Avec des formules de circonstance, certes... Mais ce rituel est un des ingrédients de ce ciment qui nous agrège et qui fonde notre communauté de destin et d'intérêts communs.

Depuis 2015, ces vœux ont souvent été marqués par la proximité d'attentats meurtriers. 2018 semble échapper à cette règle sanglante, même si chacun sait bien que le danger est latent. Et pour la première fois depuis des années, une forme d'optimisme semble revenir en France. Une hirondelle ne fait pas le printemps et les enquêtes d'opinion ne font pas la réussite d'un pays. Mais ce climat qui évolue peu à peu est une bonne nouvelle.

Ce climat est aussi celui de la métropole. Le dynamisme économique et démographique est là, la métropole attire les jeunes et les entreprises. Il y a des projets qui, peu à peu, redessinent la ville et vont la transformer en profondeur. Ces projets sont débattus, parfois contestés, mais ils témoignent d'une dynamique d'évolution qui indique que la métropole s'adapte à son temps.

Nous avons besoin de ces bonnes nouvelles pour consolider notre démocratie. Et nous avons besoin de citoyens actifs et engagés pour la faire vivre au quotidien. Cet engagement est le vôtre et il est plus que jamais indispensable.

Quand on parle de nouvelles, difficile aujourd'hui de ne pas évoquer Notre Dame des Landes. La décision est enfin prise et c'est en soi une bonne nouvelle, quelles que soient par ailleurs les positions de chacun. L'État a enfin tranché après avoir beaucoup tergiversé. Sur l'orientation retenue par le gouvernement actuel,

il y a sans doute dans cette salle des points de vue radicalement opposés mais il n'y a pas lieu de relancer un débat clos. On peut refaire le match indéfiniment mais la fin de la partie est sifflée. Il faut passer à la suite. L'Histoire de l'aménagement est pleine de décisions dont on ne mesure les effets, en positif ou en négatif, que des années plus tard. Il faut maintenant regarder devant et s'occuper des réalités.

Aujourd'hui il y a, dans cette décision du gouvernement, une opportunité pour la métropole de montrer sa capacité à rebondir et sa volonté d'entamer une nouvelle forme de dialogue avec l'État. Au-delà de la colère bien légitime exprimée dans un premier temps par la Présidente de Nantes métropole, j'ai surtout retenu la seconde partie de son propos et sa détermination à prendre cette situation à bras le corps pour rebondir et fédérer les énergies du territoire. Le Conseil de développement sera disponible pour réfléchir à cet avenir et faire des propositions. Il faut en effet sortir de débats qui ne peuvent finir qu'en conflit parce qu'ils reposent sur la seule alternative "c'est bien/c'est mal". Peut-être avons-nous là une vraie occasion de repenser le débat public sous de nouvelles formes. La radicalité, d'où qu'elle vienne, enferme ceux qui la pratiquent. En revanche la délibération et le dialogue émancipent.

C'est dans cet esprit que se situe le Conseil de développement et l'année qui vient de s'écouler l'a encore démontré. Nous avons gardé un rythme de rencontres soutenu, les contributions des uns et des autres sont nombreuses et viennent alimenter des échanges toujours aussi riches. Nous essayons de faire vivre une qualité démocratique, à distance des modes qui trouvent dans la démocratie participative un champ infini de déclinaisons.

Les groupes de travail ont produit en 2017 deux documents importants, l'avis sur le Plan de déplacement urbains et les propositions pour une citoyenneté métropolitaine. Ces deux documents traduisent bien la qualité des réflexions conduites au Conseil et participent à sa reconnaissance dans le paysage de la gouvernance métropolitaine.

Je veux remercier à cette occasion ceux qui animent ces groupes de travail en y consacrant temps et énergie : Michel Juvet pour le PDU et le tandem Jean-Yves Failler et Michel Gellard pour la citoyenneté métropolitaine. Un troisième document est à mettre aussi sur le compte de l'année 2017 : l'avis sur le PLH, piloté aussi par Michel Juvet. Les délais de saisine ont été très contraints et je voudrais remercier tous ceux et toutes celles qui contribuent à l'élaboration de ces documents.

Ils n'ont pas encore livré leur production mais deux autres groupes de travail ont été à l'œuvre en 2017 avec toute une série de conférences et de rencontres.

D'abord le groupe "santé bien-être" où l'on retrouve Michel Juvet à l'animation mais cette fois-ci en tandem avec Véronique Gratas. Et enfin le groupe "temps de la vie - temps de la ville" qu'animent Monique Boutrand et Bruno Deshayes. Ces deux réflexions illustrent bien la volonté du Conseil de développement d'aller réinterroger des thématiques complexes au regard des pratiques citoyennes du quotidien.

Leurs travaux continueront tout au long de l'année 2018 pour qu'ils puissent livrer leurs réflexions et propositions aux élus de la métropole.

Je ne vais pas ici détailler les travaux du Conseil, passés et à venir... Vous pouvez vous y reporter sur le site du Conseil ou avec les réseaux sociaux.

Je voudrais quand même évoquer les suites que nous allons donner aux travaux sur la citoyenneté métropolitaine en 2018. Ce travail a été apprécié et salué, notamment par la Coordination nationale des Conseils de développement à laquelle je participe régulièrement. Il a donné lieu à de multiples rencontres notamment avec des maires, dans et hors la métropole.

Au-delà des propositions que nous avons faites pour une meilleure appropriation métropolitaine et une nouvelle gouvernance de l'institution, les travaux du groupe ont mis en évidence une nécessité : celle de s'intéresser à ce que nous avons appelé "la métropole qui déborde", c'est-à-dire celle qui dépasse son territoire institutionnel d'origine pour irriguer un espace beaucoup plus large.

La métropole c'est d'abord 24 communes réunies mais l'influence et la zone d'attraction de ce territoire est beaucoup plus grande. L'aire urbaine de Nantes atteint aujourd'hui près de 120 communes, le pôle métropolitain a été mis en place avec cinq intercommunalités du Nord Loire. Un grand espace de vie d'un million d'habitants affiche ainsi une ambition internationale en même temps qu'il complexifie encore davantage la capacité d'intervention du citoyen dans la décision publique.

Dans ce grand espace métropolitain, la gouvernance technico-politique s'organise peu à peu. Un certain nombre de grandes thématiques sont désormais abordées à une échelle qui dépasse les prés carrés de chacun et de nouvelles solidarités naissent. Tout cela se traduit par exemple dans le SCOT. Un pôle métropolitain a été mis en place ; il trouve peu à peu sa place et fait grandir son rôle, même si nous ne manquons jamais une occasion de rappeler la faiblesse territoriale que constitue sa limitation au Nord de la Loire. Ce pôle permet un dialogue en continu entre les élus et illustre ce concept souvent mis en avant par Johanna Rolland : l'alliance des territoires.

Du côté des habitants, la visibilité de cette alliance des territoires est moins nette et derrière les discours de coopération apparaît parfois un sentiment persistant de défiance vis-à-vis du cœur de la métropole.

Il faut être très attentif à ce sentiment des habitants ; ils peuvent se sentir délaissés pour les uns ou pour d'autres livrés à une métropole qui serait prédatrice ou soupçonnée d'assécher les territoires voisins. Comme toujours, la réalité est beaucoup plus complexe et mérite d'être examinée de près.

C'est la raison pour laquelle nous allons proposer, aux Conseils de développement des territoires proches, d'engager un travail en commun. Nous le ferons avec modestie et humilité mais avec le souci de proposer une réflexion sur ce que pourrait être, du point de vue des habitants, le projet commun de ce grand territoire qui va des huitres au muscadet, selon la formule de l'ancien maire de St Nazaire, Joël Batteux, mais qui concerne aussi le Choletais et une partie de la Vendée.

Dans cette métropole qui déborde, nous devons essayer de définir une vision qui dépasse la formule classique d'un cœur nantais qui serait la locomotive entraînant les autres. Quand on est entraîné par une locomotive, ça signifie généralement qu'on est seulement un wagon. Le statut de wagon est peu motivant...

Quitte à filer la métaphore, je préfère celle du train qui constitue un ensemble cohérent, même si certains pourront encore dire qu'il y a une première et une seconde classe... ☺

Quoi qu'il en soit, nous allons inviter les Conseils de développement à s'affranchir des périmètres institutionnels et à bâtir une réflexion prospective commune sur cette "grande coalition territoriale" et sur la qualité démocratique de cet espace de vie.

Ce sera un exercice long et difficile, qui ira sans doute bien au-delà de 2018 et qui suscitera sans doute des réticences ; les Conseils de développement des territoires proches peuvent aussi avoir certaines appréhensions, ce qui est bien normal.

Mais ce sera l'occasion de montrer comment cette idée de citoyenneté métropolitaine, que nous avons souhaité mettre en avant, peut aussi trouver sa traduction à une large échelle. La grande métropole, celle qui déborde, constitue aujourd'hui notre nouvelle frontière démocratique.

S'agissant de coopération territoriale, il faut noter aussi que le CESER des Pays de la Loire accueillera bientôt en son sein un représentant des Conseils de développement. C'est une étape importante puisque ce sera le premier CESER de France dans cette nouvelle configuration.

En 2018, nous allons aussi être saisis par la métropole sur la question démographique, notamment sur les conséquences du vieillissement de la population. Cette thématique va être traitée par l'institution métropolitaine à travers diverses initiatives et le Conseil de développement sera sollicité pour une contribution sur le fond.

Ce moment démocratique fera suite aux grands débats organisés sur la Loire puis sur la transition énergétique. La formule retenue pour le thème du vieillissement sera différente mais nous en connaissons les modalités très prochainement.

Les seniors sont de plus en plus nombreux dans la métropole et la transition démographique qui se prépare aura des conséquences très importantes dans la période à venir. Certains experts indiquent souvent qu'il y a deux grandes transitions qui s'annoncent, la première va concerner l'énergie et le climat et la seconde sera démographique. Dans les deux cas, on pressent que les changements, voire les bouleversements, peuvent être considérables, mais on les traite souvent avec les schémas de pensée du moment sans toujours se projeter suffisamment dans l'avenir.

Les seniors sont souvent des acteurs invisibles du territoire, alors que leur place grandit dans la vie de la cité. Qui valorise, à la fois au sens monétaire et au sens propre, le rôle des seniors dans l'accueil et l'éducation de l'enfance ? Qui valorise leur rôle dans la vie associative, dans le sport ? Les travaux du groupe "temps de la ville" ont mis en évidence la valeur du temps, voire le luxe du temps et c'est une denrée dont les seniors sont bien pourvus.

Nous aurons donc à dire des choses sur le sujet. Pour mémoire, le Conseil avait déjà abordé cette thématique en 2003 et on peut relire le document de propositions de l'époque, il tient encore la distance.

Au cours de cette année 2018, nous poursuivrons nos cycles de Conférences, les nôtres et celles que nous organisons avec la revue Place Publique et le CCO. Les Questions Publiques sont désormais installées dans le paysage local et font vivre le débat public.

Nous continuerons les rencontres avec les volontaires du service civique, si instructives sur la perception de la vie publique par les jeunes générations. Nous poursuivrons Fréquence citoyenne, l'émission de radio que nous produisons avec EuradioNantes. Nous solliciterons encore une fois le réseau COBATY pour nous fournir des réflexions d'anticipation sur divers sujets qui touchent à l'aménagement du territoire.

Nous aurons bientôt le rendu de l'étude conduite par les étudiants de Sciences Po Rennes et Ouest Medialab sur la vision des villes de Nantes et Rennes à travers Wikipédia.

Et nous prendrons des initiatives en fonction de vos attentes et de vos propositions. Par exemple, le sujet culturel est un thème qui est resté assez éloigné jusqu'à maintenant des travaux du Conseil. Peut-être faut-il y réfléchir ? Et je sais que certains d'entre vous y réfléchissent déjà...

Nous faisons ainsi vivre au quotidien l'idée d'Université prospective des citoyens. Notre projet est de fabriquer de la "qualité citoyenne" à distance des modes. La participation citoyenne est parfois devenue aujourd'hui un sujet d'expérimentation de techniques diverses. Certaines sont intéressantes, d'autres sont de simples redites de procédés anciens, généralement anglo-saxons et le plus souvent conçus pour l'entreprise. Le débat public mérite mieux que la démocratie des post-it et des gommettes qui est en fait le plus souvent une somme d'animations plus ou moins ludiques et qui aboutit en fait à une "démocratie de l'écume".

La participation des citoyens à la décision publique a des exigences, celle de l'écoute, de l'échange, de la connaissance, de l'effort de chacun aussi...

Cette qualité citoyenne est d'autant plus nécessaire que le contexte de la société contemporaine change. J'ai indiqué, au début de ce propos, le retour d'un certain optimisme, je voudrais aussi exprimer un point d'alerte.

La multiplication des canaux d'information conduit aujourd'hui à la prolifération d'opinions qui doivent nous alerter. La récente enquête conduite par la Fondation Jean-Jaurès, que je vous invite à lire, illustre la gravité de la situation : ce qu'on appelle le complotisme devient un fait social majeur, notamment chez les jeunes. Complotisme est d'ailleurs un bien grand mot pour désigner une grande capacité à croire toutes les bêtises qui circulent.

Le conspirationnisme est une tradition vieille comme l'humanité mais il bénéficie aujourd'hui d'une vitesse de diffusion mondialisée.

On peut sourire de cette situation tant qu'elle ne prend pas de proportions trop importantes. Mais aujourd'hui les idées de conspirationnisme, de "mains invisibles" ici ou là vont très vite et la démocratie telle que nous souhaitons la pratiquer aura le plus grand mal à contenir ces dérives. Un complotiste doute en effet de tout, sauf... de lui-même et faire vivre un débat démocratique devient difficile quand une part de la population s'abîme dans un délire intellectuel. Et ce délire ne relève pas que de l'ignorance, ce serait trop simple, on trouve des personnes tout à fait éduquées pour défendre des thèses fantaisistes.

Les complots, les manipulations existent dans l'Histoire, c'est une évidence ; mais ils n'en constituent pas le moteur. À ce propos, je vous invite à lire l'ouvrage du sociologue Gérard Bronner que nous avons interviewé dans le cadre de notre émission Fréquence citoyenne sur Euradionantes : "La démocratie des crédules". L'ouvrage est paru en 2015 mais sa lecture est plus que jamais d'actualité.

Notre mission, en matière de débat public, est vraiment d'éclairer à la fois la décision, les décideurs mais aussi les citoyens eux-mêmes. Nous avons la réputation de réfléchir sereinement ; les contributions individuelles des uns et des autres permettent quelques écarts mesurés mais nos productions doivent garder une qualité citoyenne qui permet de se tenir à distance des dérives. Si nous n'y prenons pas garde, tous les projets finiront par être débattus à l'aune des "accords cachés" ou des pseudo "secrets" de toute nature.

Pour terminer ce propos, je voudrais dire un mot sur l'endroit où nous sommes ce soir en essayant de transformer une situation négative en situation positive et porteuse d'espoir. La Tour Bretagne fait l'actualité depuis quelques mois à propos de la présence d'amiante. Il y a une situation en cours de traitement et les échanges, à l'intérieur du bâtiment ne sont pas toujours exempts des dérives que j'évoquais à l'instant.

Cette Tour est symbolique, et nous l'évoquons d'ailleurs dans notre avis sur le PLH. Située en plein cœur de la ville, elle a été contestée, oubliée mais elle se rappelle à l'existence des nantais, d'une part par l'énorme succès du Nid et d'autre part par les turbulences qu'elle connaît aujourd'hui sur la question de l'amiante.

C'est aujourd'hui un bâtiment emblématique. Il y a là un sujet dont le débat citoyen pourrait s'emparer utilement et autrement que sous l'angle radical "destruction ou conservation". Que faire d'un bâtiment qui a 40 ans, dont les fonctions doivent forcément changer, mais qui constitue un élément du patrimoine nantais en plein cœur de la ville ? Quel nouveau projet ? Voilà un beau débat urbain en perspective...

Pour vivre nous avons tous besoin de projets et je vous souhaite d'en avoir beaucoup pour 2018.